

## Communiqué

9 octobre 2019.

***NABNI dénonce les arrestations et mises sous mandat de dépôt abusives, appelle à la libération de tous les détenus d'opinion et manifeste sa solidarité avec toutes les victimes de l'arbitraire.***

Face à l'accélération inquiétante des arrestations de manifestants pacifiques et de figures du Mouvement populaire, et face aux intimidations de l'appareil sécuritaire contre certaines associations qui militent de manière pacifique pour l'avènement de la démocratie en Algérie— telles que le Rassemblement Action Jeunesse ou les collectifs estudiantins—, NABNI manifeste sa profonde inquiétude face aux récents développements.

Nous condamnons ce recours à la répression et exprimons notre totale solidarité avec les personnes arrêtées et leurs proches, en espérant que le respect du Droit prévaudra, et qu'elles seront toutes remises en liberté sans délai. Nous saluons dans ce cadre, l'engagement admirable des avocats et des comités de soutien aux détenus.

Le Collectif NABNI appelle les autorités à respecter la liberté d'expression et de manifestation pacifique qui sont garanties par la Constitution Algérienne et par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (articles 19 et 21) que l'Algérie a signé et ratifié.

Depuis le 22 février 2019, notre Peuple manifeste de façon exemplaire et pacifique, aux yeux du monde entier, son ambition de voir notre pays engager une réelle transition démocratique. Les services de maintien de l'ordre ont jusque-là, dans l'ensemble, fait preuve d'une retenue dans la sécurisation des marches et rassemblements. Il est regrettable que la série d'arrestations qui se sont accélérées viennent entacher cette belle page de l'Histoire qui s'écrit sous nos yeux. Elle vient surtout mettre en sérieux péril l'issue de la crise et le climat d'apaisement et de confiance dont nous avons tous besoin pour engager cette transition sereinement.

Conformément à sa déclaration du 28 février 2019, le Collectif NABNI poursuivra sans ménagement ses efforts pour accompagner la transition démocratique, notamment sur les questions de l'Etat de droit, de la gouvernance et des contre-pouvoirs citoyens, dans un cadre légitime et qui réponde aux aspirations exprimées par les citoyens Algériens.

*Collectif NABNI, 9 Octobre 2019*